

Synthèse des auditions des candidats aux EGE 4 du samedi 10 mars 2012

La quatrième édition des Etats Généraux de l'Europe (EGE) s'est tenue le samedi **10 mars 2012**.

Cette journée était l'occasion de donner la parole aux candidats à la présidentielle en marge de nombreux débats pendant lesquels plus de 40 personnalités européennes se sont exprimées. Chaque candidat, ou son représentant, a répondu aux 5 grandes questions que les citoyens se posent sur l'Europe.

Voici les positions affirmées par chacun d'eux :

1. Quel est le sens du projet européen pour les décennies à venir ?

- Pour **François Bayrou**, l'Europe est et doit rester un « **creuset de civilisation** ». Ce projet collectif est le seul moyen de « récupérer la souveraineté que nous ne pouvons plus exercer en tant que nation ».
- Pour **Eva Joly**, le grand enjeu pour l'Europe est **l'écologie** : « sauver la terre et ses habitants, rétablir la justice entre le Nord et le Sud ».
- Pour **Elisabeth Guigou**, s'exprimant au nom de **François Hollande**, « c'est l'Europe des peuples qu'il faut construire ».
- Pour **Alain Juppé**, s'exprimant au nom de **Nicolas Sarkozy**, « l'enjeu du projet européen demeure la nécessité de construire un espace de paix et de prospérité ».

2. Comment sortir l'Europe de la crise ?

- Pour **François Bayrou**, il faut « une **transparence absolue** dans la gestion financière des Etats et de l'UE » : une Cour des Comptes européenne pour un meilleur contrôle mutuel ; des **politiques de relance** portées par l'UE à travers de grands projets financés par un appel à l'épargne européenne et des **projects bonds** ».
- Pour **Eva Joly**, il faut « augmenter le **budget européen** avec de vraies ressources propres » comme la taxe sur les transactions financières. Le budget serait utilisé pour lancer les grands travaux que la crise écologique nécessite et mettre en commun une partie de notre endettement, à travers les **eurobonds**.
- Pour **Elisabeth Guigou**, « il faut renégocier le traité signé le 2 mars 2012, car il n'était pas vraiment utile » en le complétant avec des mesures de **soutien à la croissance**, et en créant des effets d'entraînements.
- Pour **Alain Juppé**, il faut faire « **adopter le traité** sur la stabilité, avec son volet sur la croissance » ; réorienter une partie des **fonds structurels** distribués par l'Union vers le soutien à l'emploi ; donner davantage de **réciprocité** dans les échanges en particulier concernant l'attribution des marchés publics ; il faut enfin des emprunts obligataires « euro projects bonds » pour financer des projets d'avenir.

3. Quel mode d'organisation et de gouvernance pour l'Europe ?

- Pour **François Bayrou**, il faut opérer une « fusion entre les fonctions de **président du Conseil européen et de président de la Commission** avec une élection au suffrage universel direct ; il appelle à l'application scrupuleuse de la **méthode communautaire** ».
- **Eva Joly**, prône également la fusion entre les fonctions de président du Conseil Européen et de la Commission ; elle souhaite donner plus de pouvoir au **Parlement européen**. C'est une « urgence démocratique ». Il faut « mettre en commun la souveraineté des Etats membres » dans les domaines de la politique étrangère et de la défense.
- Pour **Elisabeth Guigou**, « quand on ne jure que par l'intergouvernemental, il manque quelque chose ». Elle prône un retour à la **méthode communautaire** et un renforcement du rôle des institutions. Elle préconise l'élection du président de la **Commission par le Parlement européen** après une confrontation démocratique des partis européens lors de la campagne pour 2014.
- Pour **Alain Juppé**, il faut aller vers une zone euro plus intégrée avec une dimension de **fédéralisme budgétaire et fiscal** comme le modèle de la Fédération des Etats-Nations de Jacques Delors. Une Europe à deux vitesses donc, qui ne nécessite pas de rouvrir le débat institutionnel, le traité de Lisbonne constituant une boîte à outils qui fonctionne.

4. Comment renforcer le sentiment d'adhésion des Français au projet européen ?

- Pour **François Bayrou**, le désamour des citoyens pour l'Europe est fondé. Pour lutter contre cela il convient de **renforcer les droits du Parlement européen**, mais aussi ses devoirs en faisant faire connaître son agenda, pour impliquer les citoyens. Il faut encore plus de **transparence**. Pour cela, il propose que les Conseils européens **délibèrent en public**, pour que l'on sache ce que pensent et veulent la France, l'Italie, la Grande-Bretagne...
- Pour **Eva Joly**, le problème vient des politiques menées : « l'austérité et les sacrifices qu'on impose aux populations ne suscitent pas l'enthousiasme et créent un sentiment d'injustice ». Elle propose entre autres d'élire des **hommes politiques pro-européens**, de créer un **Service civil européen** et d'étendre le programme Erasmus à tous les corps de métiers.
- **Elisabeth Guigou**, pour répondre à ce qu'elle nomme « la perte de l'esprit européen » appelle les responsables politiques à plus de **responsabilité** en ne stigmatisant pas l'Europe, mais au contraire, en communiquant et en faisant œuvre de pédagogie.
- **Alain Juppé** se distingue en affirmant que « l'idée **européenne est puissamment majoritaire** en France et ailleurs en Europe ». Il faudrait néanmoins faire entrer l'initiative citoyenne rapidement en action et valoriser les actions concrètes et utiles pour le citoyen.

5. Quel avenir pour la relation franco-allemande ?

- Pour **François Bayrou**, « ces dernières années, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se sont présentés comme les dirigeants de toute l'Europe. C'est une erreur que **nous paierons**, nous les Français ».
- Pour **Eva Joly**, il faut rendre hommage à la relation franco-allemande mais le couple franco-allemand est « une forme **d'accaparement du pouvoir** au sein de l'Union ». Il faut être attentif aux relations avec la Turquie et le Sud de la Méditerranée.
- **Elisabeth Guigou** constate la suprématie du « **directoire** » franco-allemand au sein de l'UE et constate de ce fait, l'affaiblissement des institutions communautaires. Cette relation est « primordiale mais non exclusive », elle doit être une « force de proposition et d'entraînement pour l'UE ».
- Pour **Alain Juppé**, l'Europe « n'existerait pas sans le couple Franco-Allemand. Il n'y a **jamais eu de diktat** allemand », a assuré M. Juppé. « Nous nous sommes simplement inspirés d'un certain nombre de choses qui fonctionnent en Allemagne. »

Face à l'importance de ces questions qui ont enfin pu être abordées pour la première fois depuis le début de la campagne, les EGE organiseront un nouveau débat autour de l'Europe entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Les EGE sont co-organisées par EuropaNova et le Mouvement Européen-France, en collaboration avec quarante organisations de la société civile française et européenne (associations, think-tanks, syndicats...) et en partenariat avec Le Monde.

Toute les informations sur : www.etats-generaux.eu